

VINGT ANS

I- REPRESSION

Si, au lendemain de la Guerre Civile, la répression est terrible sur tout le territoire espagnol, elle acquiert en Pays Basque une virulence et une dimension particulière. Elle ne touche pas uniquement ceux de l'autre camp, « les rouges », *mais l'ensemble de la population*. Les franquistes n'ont pas seulement combattu l'Espagne rouge (*España roja*), mais aussi l'Espagne éclatée (*España rota*). Or, que l'on additionne en Pays Basque « les séparatistes » aux « rouges », et l'on a la quasi-totalité de la population basque. Arithmétique qui se traduira pour le nouveau pouvoir par une politique qui ne cache pas son nom : une politique discriminatoire envers la population des provinces basques. Celle-ci est globalement taxée de « traître à la Patrie » et de « rebelle aux intérêts supérieurs de la nation », tandis que le Pays Basque est assimilé au « cancer du corps de la nation »¹.

Tout est alors mis en œuvre pour exterminer « la lèpre marxiste et séparatiste »² : les militants politiques, culturels et syndicaux [156] sont fusillés, emprisonnés ou exilés, l'ensemble des libertés et prérogatives accordées au Pays Basque par le statut d'autonomie de 1936 supprimées, les symboles et manifestations pouvant rappeler l'identité basque interdits et pourchassés. On assiste à de gigantesques autodafés de

¹ Paroles de Millan Astray (chef légionnaire de l'armée franquiste) au cours d'un acte officiel célébré le 12/10/1936 à Salamanca (rapporté par Ortzi, *Historia...*, *op. cit.*, p. 228).

² Déclaration de Lecanda le 1^o mars 1940 à la Bourse de Bilbao (rapporté par Gregorio Moran, *Los españoles que dejaron de serlo*, Barcelona, Ed. Planeta, p. 97).

livres basques (sans même se soucier de leur contenu) devant les bibliothèques. Enfin, l'usage de l'euskera est strictement prohibé et pourchassé avec un acharnement insensé³.

Cette répression est d'autant plus sauvage et féroce qu'elle constitue le seul type de légitimation du nouvel État en Pays Basque. Ses deux principales sources de légitimation, celles qui consistaient à le présenter comme le garant de l'ordre et de l'unité de la nation et comme le sauveur de la religion face aux « assassins et à l'athéisme rouge », sont totalement inopérantes en Pays Basque. En effet :

1) L'ensemble des forces politiques d'alors se sont accordées pour rendre hommage à la politique de maintien de l'ordre mise en œuvre par le premier Gouvernement basque durant la courte période où il exerça le pouvoir. Il empêcha tant les excès de l'extrême droite que ceux de l'extrême gauche et assura la paix civile de façon exemplaire. Les Basques, quelles que soient leur opinion politique et leur conviction autonomiste, sont unanimes sur ce point⁴.

2) Alors que l'ensemble du clergé espagnol apportait, dès le début de la guerre civile, son soutien total à ce que Franco appela la « croisade », et lui fournissait ainsi son principal mode de légitimation⁵, le clergé [157] basque, et avant tout le bas clergé dont la grande majorité était nationaliste, appuya en revanche le Gouvernement basque mené par les démocrates-chrétiens du PNV et, fait unique dans la péninsule, en vint ainsi à se ranger du côté républicain. En raison de cette prise de position exceptionnelle, le clergé basque fut, lui aussi, très durement frappé par la répression franquiste d'après-

³ Ainsi, un ordre du Gouverneur civil de Biscaye ordonne-t-il (le 27/10/1948) « aux membres des familles propriétaires de tombes ou monuments funéraires où figurent des inscriptions en langue basque de retirer de telles épitaphes et de les remplacer par des inscriptions en castillan »...

⁴ Ainsi, Mateo Mujica, l'évêque du Diocèse basque, écrira quelques années plus tard en exil : « Je déclare solennellement, et avec tout le poids de mon autorité épiscopale que (...) le Gouvernement et les autorités basques, alors plongées dans la frénésie et la haine déclenchées par la guerre, firent constamment preuve d'une évidente modération, d'esprit de justice, de sentiments d'humanité et de générosité, sans que les quelques excès commis de façon déplorable par des groupes incontrôlés ne puissent tacher sa noble conduite. »

⁵ Dans une pastorale adressée le 1^o juillet 1937 aux chrétiens du monde entier et signée par la totalité des évêques espagnols (exceptés l'évêque du Diocèse basque, regroupant les trois provinces basques autonomes : Biscaye, Guipúzcoa et Alava, et le Cardinal Vidal y Barraquer de Barcelone), l'épiscopat espagnol apporta son « total soutien » à la campagne de Franco, la convertissant ainsi en « croisade ». Le 28 août 1937, le Vatican reconnaissait l'Etat franquiste comme « seul et unique gouvernement de l'Espagne ».

guerre⁶, ce qui disqualifia définitivement le nouveau pouvoir auprès des chrétiens basques.

Seule la force brute légitime l'État franquiste en Pays Basque : « L'Espagne une, grande et libre a triomphé et vaincu pour toujours cet horrible, sinistre et atroce cauchemar qui s'appelait Euskadi et qui était la résultante du socialisme d'un côté et de l'imbécillité *bizkaitarra* de l'autre (...) et pour toujours aussi disparaît la grande honte du clergé séparatiste, traître à la Patrie (...). Jusqu'à présent, les polémistes pouvaient se perdre en dialectiques stériles sur les prétendus droits de la Biscaye à s'autodéterminer et à avoir un gouvernement propre. À partir de maintenant il y a une raison qui supplante toutes les arguties historiques et plaidoiries paperassières : la raison du sang versé. La Biscaye est de nouveau un morceau de l'Espagne par pure et simple conquête militaire. Que cela soit bien clair : elle a été conquise par les armes. »⁷ Chose que Jimenez Caballo exprimera de façon encore plus tonitruante le jour de la victoire définitive des troupes franquistes : « Le Pays Basque sait que nous ne l'avons pas récupéré par des élections à l'amiable : il sait que nous l'avons virilement conquis, avec des bottes de cavalier et une cravache à la main. »⁸

II- DECEPTION ET PROSTRATION

Pendant qu'une chape de plomb s'abattait sur le Pays Basque, son gouvernement en exil basait toute son activité sur la conviction qu'un régime né d'un putsch militaire et « proclamant bien fort son amitié [158] avec l'Allemagne de Hitler, l'Italie de Mussolini et le Portugal de Salazar »⁹, ne pouvait que tomber en même temps que les puissances

⁶ 16 prêtres et curés basques furent exécutés, 278 emprisonnés et environ 1300 furent taxés « d'indésirables », exilés ou nommés dans des paroisses du reste de l'Etat espagnol (Beltza, *El nacionalismo... op. cit.* p. 231). Sur la répression du clergé basque, voir Juan de Iturralde, *La guerra de Franco, los vascos y la Iglesia*, San Sebastian, 1978, s. Ed, tome II, pp. 331-556.

⁷ Discours de J. M. Areilza, nouveau maire de Bilbao nommé par Franco, le 8 juillet 1937 à Bilbao (voir le contenu *in extenso* de ce discours en annexe).

⁸ Rapporté par M. E. Lipuzcoa, *La iglesia como problema... op. cit.*, p. 110.

⁹ Areilza, *discours du 8 juillet 1937, op. cit.* De son côté, Franco, au cours de deux discours prononcés en juillet 1937 et 1942 à l'occasion d'anniversaires du soulèvement, affirmait que « l'Espagne suivre(ait) l'exemple des régimes totalitaires comme l'Italie et l'Allemagne », et que « les Espagnols ne pouv(aient) rien attendre du système démocratique. Il n'y a pas d'autre régime valable en dehors du régime totalitaire » (rapporté par Lipuzcoa, *La iglesia como problema... op. cit.*, p. 109).

de l'Axe. Les Alliés, en intervenant en Europe, liquideraient aussi le régime franquiste, rétablissant ainsi la légalité républicaine, et par voie de conséquence, le Gouvernement basque autonome. Conforté dans ses positions par les excellents rapports que maintient le président Aguirre avec les Alliés, et plus particulièrement avec les États-Unis, le PNV néglige totalement la reconstruction du parti et l'organisation de la résistance à l'intérieur du pays. La condamnation, en juin 1945 (renouvelée en février et en décembre 1946), de l'Espagne franquiste par l'ONU, le rappel des ambassadeurs encore en poste à Madrid, la fermeture de la frontière franco-espagnole en mars 1946, tout cela semble donner raison au PNV. Convaincu qu'elle provoquerait l'intervention des Alliés, le gouvernement basque n'hésite pas à appeler à une grève générale début mai 1947. Le succès total de cette première démonstration anti-franquiste, unanime, suscite toute la sympathie et l'appui des syndicats étrangers. Mais les gouvernements, eux, ne bougent pas.

C'est qu'entre temps, le partage du monde en deux blocs avait eu lieu, changeant radicalement les données du problème. La guerre froide était en train de ruiner la stratégie du PNV et la doctrine Truman d'en balayer les illusions. Face à l'ennemi communiste, les puissances occidentales préféraient finalement s'accommoder d'un régime certes autoritaire mais garant de l'ordre et incontestablement anti-communiste, plutôt que de courir le risque de déstabiliser le sud de l'Europe en restaurant un gouvernement de gauche. Dès la fin de 1947, les premiers contacts entre les États-Unis et l'Espagne franquiste ont lieu. En février 1948, la frontière franco-espagnole est rouverte, tandis que deux ans plus tard, en pleine Guerre de Corée, l'ONU annule les décisions prises en 1945 et 1946. En 1951, l'édifice de la Délégation basque à Paris est confisqué par les Autorités françaises et offert comme ambassade au régime franquiste. En 1952, les USA signent un traité bilatéral avec l'Espagne. La même année celle-ci rentre à l'UNESCO pour être finalement admise à l'ONU en 1955. La stratégie du Gouvernement basque avait définitivement échoué. [159]

Les militants nationalistes qui avaient échappé à la répression et qui constituaient les quelques rares réseaux de résistance de l'intérieur sont alors totalement désappointés et découragés. Depuis plus de dix ans, tout, absolument tout a été sacrifié à une stratégie d'intervention extérieure. En interposant cette stratégie entre les militants et leur quotidien (les empêchant ainsi de dégager à partir de celui-ci une stratégie

alternative), en minimisant totalement l'intérieur (ou en ne le mobilisant — exemple de la grève de 1947 — qu'en fonction d'impératifs extérieurs), en promettant chaque année que « celle-ci serait la bonne », la direction du PNV (où seules comptent les voix en exil) a peu à peu habitué l'intérieur à tout attendre d'elle. Et lorsque le feu des promesses alliées s'éteignit, plongeant les Basques dans la *noche negra* d'un quotidien hostile, répressif et désormais dénué de tout espoir, ce fut un véritable sentiment de déréliction qui s'empara des nationalistes.

A la répression qui, à l'intérieur du pays, parvint à décapiter le PNV de la quasi-totalité de ses cadres, et aux conséquences de l'échec de la stratégie du Gouvernement basque, il faut selon nous, ajouter une troisième donnée au moment de tenter d'expliquer l'état de prostration qui devait caractériser le mouvement national basque jusqu'à la fin des années cinquante : les bonnes affaires qu'était en train de réaliser une partie de la bourgeoisie non monopoliste qui, quelque dix ans auparavant, avait appuyé le PNV. Cela ne veut pas dire que cette bourgeoisie ait entre-temps renoncé à ses velléités autonomistes ou qu'elle se soit rangée, à l'instar de l'oligarchie, du côté des franquistes. Non. Mais durant toute cette période, elle profitera incontestablement des avantages que lui offrait le régime : un protectionnisme total qui lui livre un marché souvent vierge de toute concurrence, et une répression constante du mouvement ouvrier qui lui permet de fixer unilatéralement le montant des salaires et les conditions de travail. On comprendra que cette bourgeoisie, au moment de s'opposer au régime, ne fasse pas spécialement preuve de zèle. Les réflexions amères que ce comportement inspire alors à Javier de Landaburu, dirigeant en exil du PNV, prennent ici toute leur signification. « Mais nous devons dire toute la vérité : beaucoup de ces patrons basques qui, au fond de leur conscience, ont été et sont patriotes ont, depuis la Guerre Civile, acquis une seconde nature avec laquelle ils entrent en conflit tous les jours. Ils abominent le régime franquiste parce que la nature de son système les a obligés d'effectuer des calculs, des efforts, des dépenses et des immoralités contraires aux traditionnelles normes basques [160] de l'industrie et du commerce. Mais ils se félicitent aussi de ce que (ce même) régime ait favorisé l'audace des trafiquants, l'habileté des plus rusés et qu'il ait en même temps, par la loi pénale, évité les grèves ouvrières. Des industriels qui avant la Guerre, avec le Roi ou avec la République, étaient en difficulté ou en faillite peuvent aujourd'hui, après avoir opportunément tiré

profit de la situation, relever fièrement la tête et faire de substantiels bénéfices. Parmi les propriétaires et gérants de ces industries, il y en a qui, tout en continuant d'être patriotes, ne tiennent finalement pas beaucoup à ce que cette dictature commode fasse place à une Euskadi où un système basque et démocratique rétablirait la normalité dans la vie commerciale et industrielle. Pour certains d'entre eux la normalité est le bas salaire et le profit sans frein, la fraude et la complicité avec les fonctionnaires chargés du marché officiel. Le drame réside en ce que ces bourgeois patriotes désirent une Euskadi libre mais sans grève, sans émotion, sans faillite, avec un ordre social tel que l'actuel qui rappelle la paix des cimetières et où travailleurs et concurrents jouent le rôle des morts. »¹⁰

Si on ne perd pas de vue que le PNV d'avant-guerre était le produit de la rencontre du premier nationalisme avec cette même bourgeoisie, on possède le troisième facteur qui, ajouté à la répression et à la faillite de la stratégie gouvernementale basque, rend selon nous compte de l'apathie nationaliste durant les années cinquante.

Mais, pendant que l'oligarchie était au pouvoir, qu'une partie de la bourgeoisie autonomiste faisait de bonnes affaires et que les propagandistes nationalistes du passé se lamentaient sur un présent qu'ils n'avaient pas su ou voulu prévoir, ces vingt ans (1938-1958) étaient en train de préparer deux événements qui devaient par la suite révolutionner le nationalisme basque : un second boom industriel basque, provoquant une immigration sans précédent, et une nouvelle génération qui n'aura pas connu la guerre, mais aura grandi dans une ambiance de répression générale et dans une atmosphère de transgression clandestine. [161]

¹⁰ *La causa del pueblo vasco*, Paris, 1956, s. Ed. , pp. 97-98.

III- INDUSTRIALISATION ET IMMIGRATION (2)

Encore protégée de la concurrence internationale par l'autarcie dans laquelle le régime franquiste a plongé l'Espagne, mais bénéficiant déjà de l'apport de capitaux étrangers par l'intermédiaire des banques qu'elle contrôle¹¹, l'industrie basque va, à partir du début des années 50, connaître un fantastique développement. Celui-ci confortera la Biscaye et le Guipúzcoa dans leur place de premières provinces industrielles de l'État espagnol, mais permettra aussi le décollage industriel foudroyant des deux provinces intérieures, l'Alava et la Navarre.

Entre 1962 et 1964, le taux d'accroissement annuel du Produit Intérieur Brut des quatre provinces est de 12,9 %, dépassant en cela le taux le plus élevé au niveau mondial qui est alors celui du Japon (12,4 %)¹². La valeur dégagée est telle qu'entre 1955 et 1971, la Biscaye et le Guipúzcoa sont régulièrement première et seconde dans le classement annuel des provinces de l'État selon leur revenu par habitant, tandis que l'Alava et la Navarre sont toujours dans les dix premières. [162]

Position des provinces basques dans le classement général des 50 provinces de l'État espagnol suivant leur revenu par habitant (1955-1971)¹³ :

Provinces	1955	1957	1960	1962	1964	1967	1969	1971
Biscaye	1	1	1	1	1	1	2	2
Guipúzcoa	2	2	2	2	2	2	1	1

¹¹ Ces capitaux étrangers servent essentiellement à promouvoir l'implantation d'industries nouvelles (chimie, électronique) et à consolider le décollage économique de l'Alava et de la Navarre. L'industrie désormais traditionnelle (métaux et dérivés, construction navale, machine-outils, électricité et papier) reste la chasse gardée des capitaux basques (par exemple, le secteur sidéro-métallurgique qui emploie en 1965 environ 55 % de la population ouvrière du Guipúzcoa est autofinancé à plus de 70 %). Dans le domaine de l'autofinancement, il faut mentionner l'expérience originale du secteur coopérativiste. Impulsé à Mondragon (Guipúzcoa) en 1956 par quatre associés, il compte en 1980 113 coopératives employant près de 19 000 associés. Essentiellement tourné vers la production d'électroménager (Fagor) et de machines-outils, le secteur possède une banque de crédit et de dépôts (Caja Laboral Popular) et de nombreuses écoles professionnelles (les coopératives forment elles-mêmes leurs associés). Ce mouvement est sans conteste la meilleure tentative d'application de la « doctrine basque » d'avant-guerre : tout le monde participe au capital, aux décisions, à la production et aux bénéfices. L'échelle des salaires est de 1 à 4 et l'harmonie est censée présider les relations entre associés (voir Iñaki Gorroño, *Experiencia cooperativa en el País Vasco*, Durango, 1979, Caja Laboral Popular).

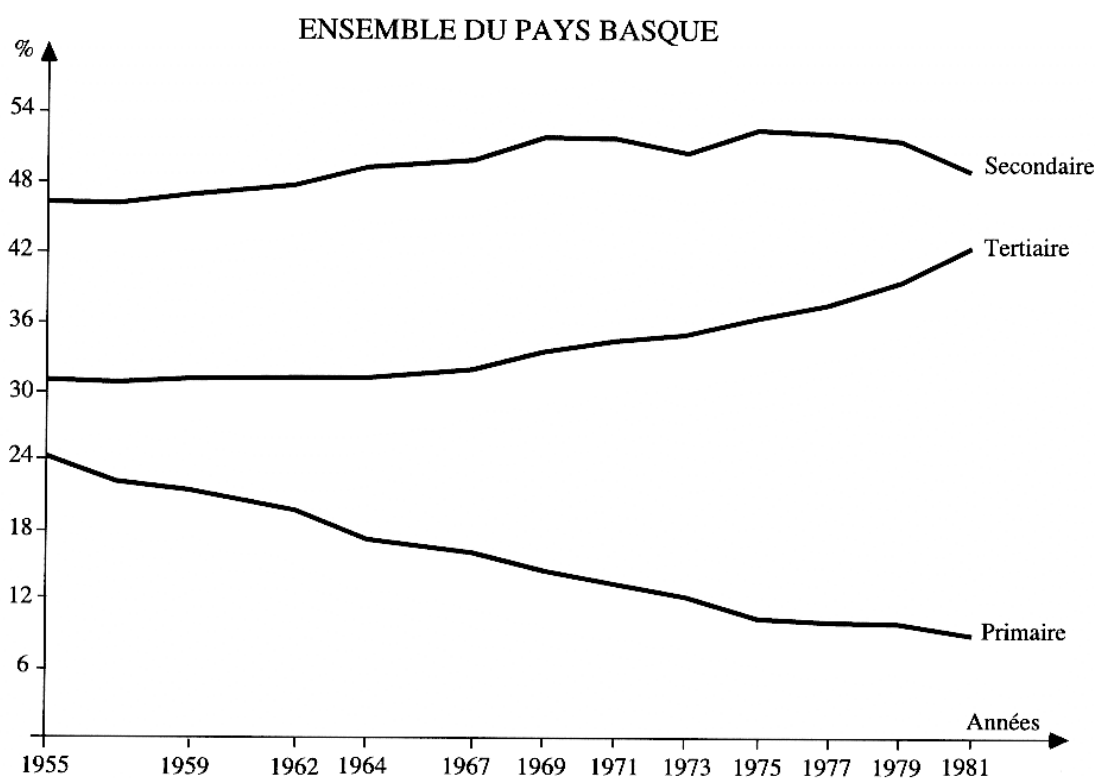
¹² 6,6 % pour les pays de la Communauté Européenne, et 4,70 % pour les Etats-Unis.

¹³ Source : Service d'Etude et de Statistique du Banco de Bilbao.

Alava	5	5	3	6	5	5	3	3
Navarre	10	11	9	7	8	8	8	8

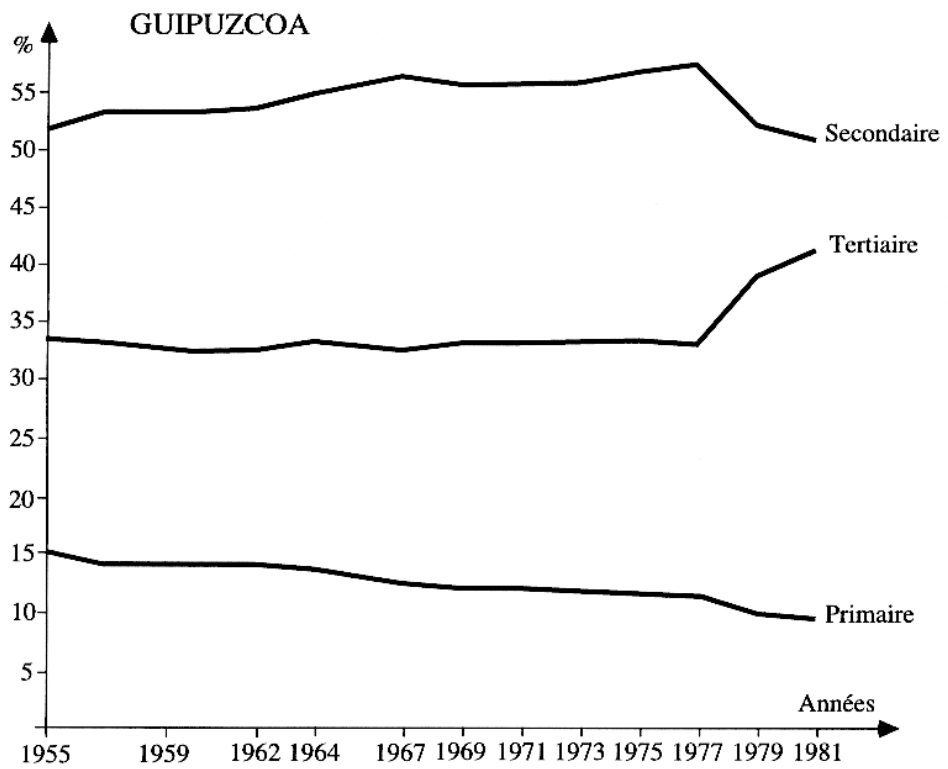
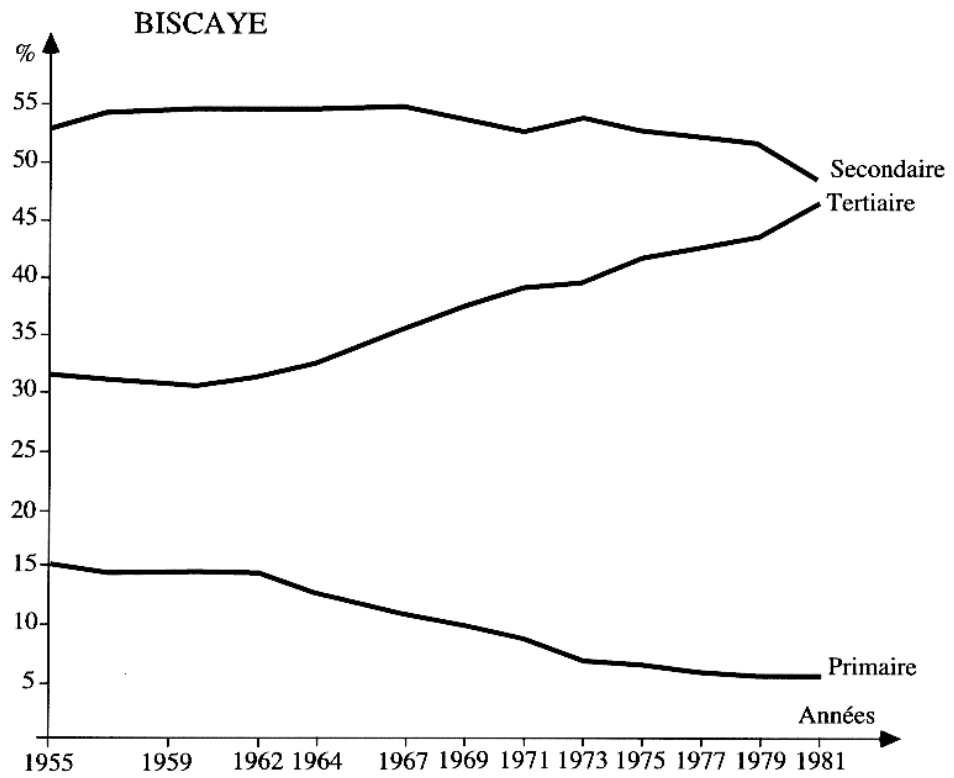
La distribution de la population active suivant les secteurs de production évolue évidemment en conséquence. C'est surtout en Alava et Navarre, en train de réaliser leur industrialisation, que les variations sont les plus importantes. Ainsi le pourcentage de la population active employée dans le secteur primaire passe-t-il en Alava de 31,5 % en 1955 à 8,3 % en 1977, tandis que, dans le même temps, celui du secteur secondaire passe en Navarre de 24,2 % à 45 %.

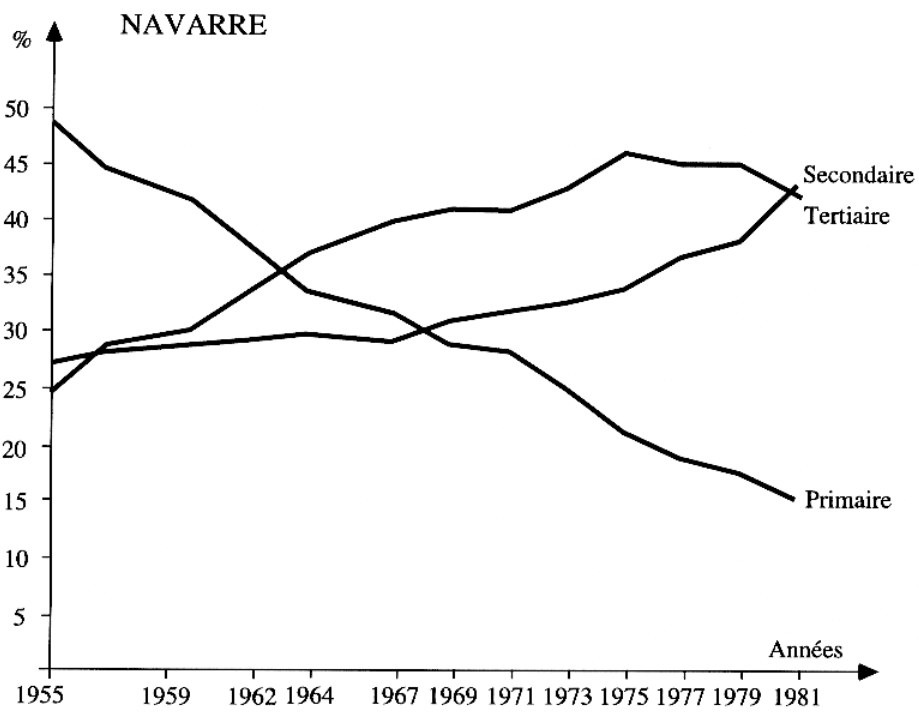
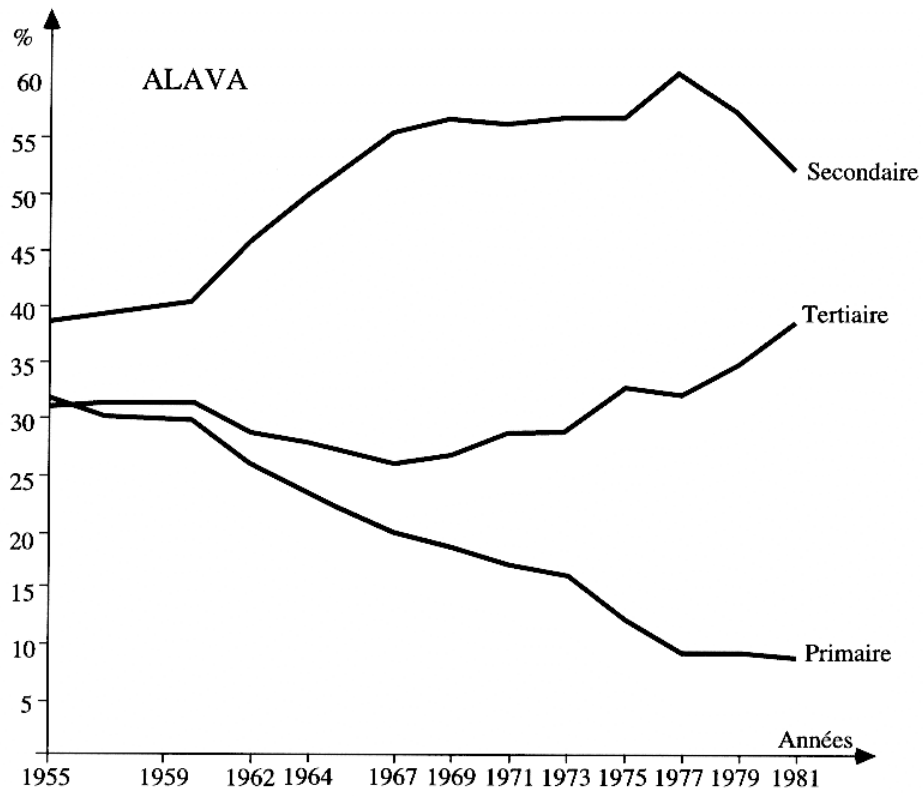
Distribution de la population active des provinces basques suivant les secteurs d'activité (1955-1981)¹⁴ :



[163]

¹⁴ Etabli d'après les chiffres fournis par le Service d'Etude et de Statistique du Banco de Bilbao pour la période 1955-1975, et par les Délégations provinciales de l'Instituto Nacional de Estadística (INE) pour la période 1975-1981.





Ce second boom industriel, englobant cette fois les quatre provinces basques, va entraîner des bouleversements démographiques supérieurs à ceux, pourtant déjà tellement importants, que l'industrialisation de la Biscaye et du Guipúzcoa avait, à la fin du XIX^e et au début du début XX^e, déclenchés¹⁵.

En Biscaye

En 25 ans, la population biscaïenne double (de 569 188 habitants à 1 140 778 en 1975). Ce boom démographique est provoqué par un afflux d'immigrés attirés par l'expansion industrielle de la Biscaye et son niveau de vie, relativement élevé en regard des autres régions espagnoles. Les soldes migratoires connaissent une vertigineuse hausse à partir de 1950 (voir le tableau de la p. 169) à tel point qu'en dix ans (1955-1965), la Biscaye accueille autant d'immigrés qu'elle n'en a reçus durant le restant de ce siècle. L'essentiel de cette population se fixe dans la ceinture industrielle de Bilbao qui regroupe à elle seule 86 % de la population biscaïenne.

En Guipúzcoa

Ici aussi la population double en 25 ans (de 374 040 habitants en 1950 à 677 366 en 1975). Les données générales sont similaires à celles de la Biscaye : les soldes migratoires décollent à partir de 1950, et celui qui correspond aux années 1955-1965 absorbe à lui seul autant d'immigrés que ceux du reste de ce siècle. Cependant, en raison de la dispersion des centres industriels, les immigrés se répartissent de façon à peu près homogène sur tout le territoire de la province, phénomène accélérant et améliorant leur intégration à la population autochtone. En 1980, le taux d'urbanisation¹⁶ de la province était de 80 %.

En Alava

Restée jusqu'alors à l'écart du développement industriel, cette province rejoindra rapidement, en effectuant à partir de 1950 une industrialisation sur les chapeaux de roue, la Biscaye et le Guipúzcoa dans leurs principales caractéristiques démographiques. Comme elles, l'Alava double presque sa population en 25 ans et reçoit de très nombreux immigrés à partir de 1955. En 1975, son taux d'urbanisation est de 80 %. [166] Mais derrière ces chiffres se cachent des bouleversements

¹⁵ Lorsque leurs sources ne sont pas expressément spécifiées, toutes les données quantitatives suivantes proviennent des Bulletins Mensuels de Statistique de l'INE.

¹⁶ Pourcentage de la population vivant dans les villes de plus de 10.000 habitants.

démographiques encore bien plus profonds que ceux de la Biscaye et du Guipúzcoa. En 25 ans, l'Alava réalise en effet ce que les deux provinces maritimes ont progressivement effectué en 80 ans. Ainsi, alors que, continuant leur lancée amorcée au début du siècle, les taux d'urbanisation et de ruralité¹⁷ de la population biscaïenne passent respectivement durant la période 1950-1980 de 65 à 86 % et de 10 à 2 %, ceux qui correspondent à la population de l'Alava passent au cours de la même période de 44 à 90 % et de 42 à 2 % ! La migration intra-provinciale des campagnes vers la capitale est énorme, à tel point qu'en 1980, Vitoria regroupe à elle seule 80 % de la population, faisant de l'Alava la province la plus macrocéphale de l'État. En 25 ans, Vitoria multiplie par plus de trois sa population : de 52 206 habitants en 1950 à 170 870 en 1975.

En Navarre

Demeurée comme l'Alava à l'écart du développement industriel du début du siècle, la Navarre reste jusqu'en 1960 une province éminemment rurale. À cette date, le taux d'urbanisation de sa population n'est que de 28 %. 41,4 % de sa population active est employée dans l'agriculture tandis que tout juste 30 % appartient au secteur secondaire. Depuis la fin du XVIII^e siècle, les soldes migratoires n'ont cessé d'être négatifs. Rien que pour le XX^e (jusqu'en 1960), le déficit est de - 102 262 habitants. Le décollage industriel de la province va, à partir de 1960, enrayer ce processus et même attirer une certaine immigration (1960-1970). En l'espace de 20 ans (1960-1980), la population active employée dans le secondaire passe de 30 % à 45,8 % tandis que celle du secteur primaire chute de 41,4 % à 15,6 %. Durant la même période, le taux d'urbanisation de la province passe de 28 % à 51 %, alors que la capitale Pampelune et son nouveau ceinturon industriel doublent leur population (de 122 589 habitants en 1960 à 246 067 habitants en 1980). [167]

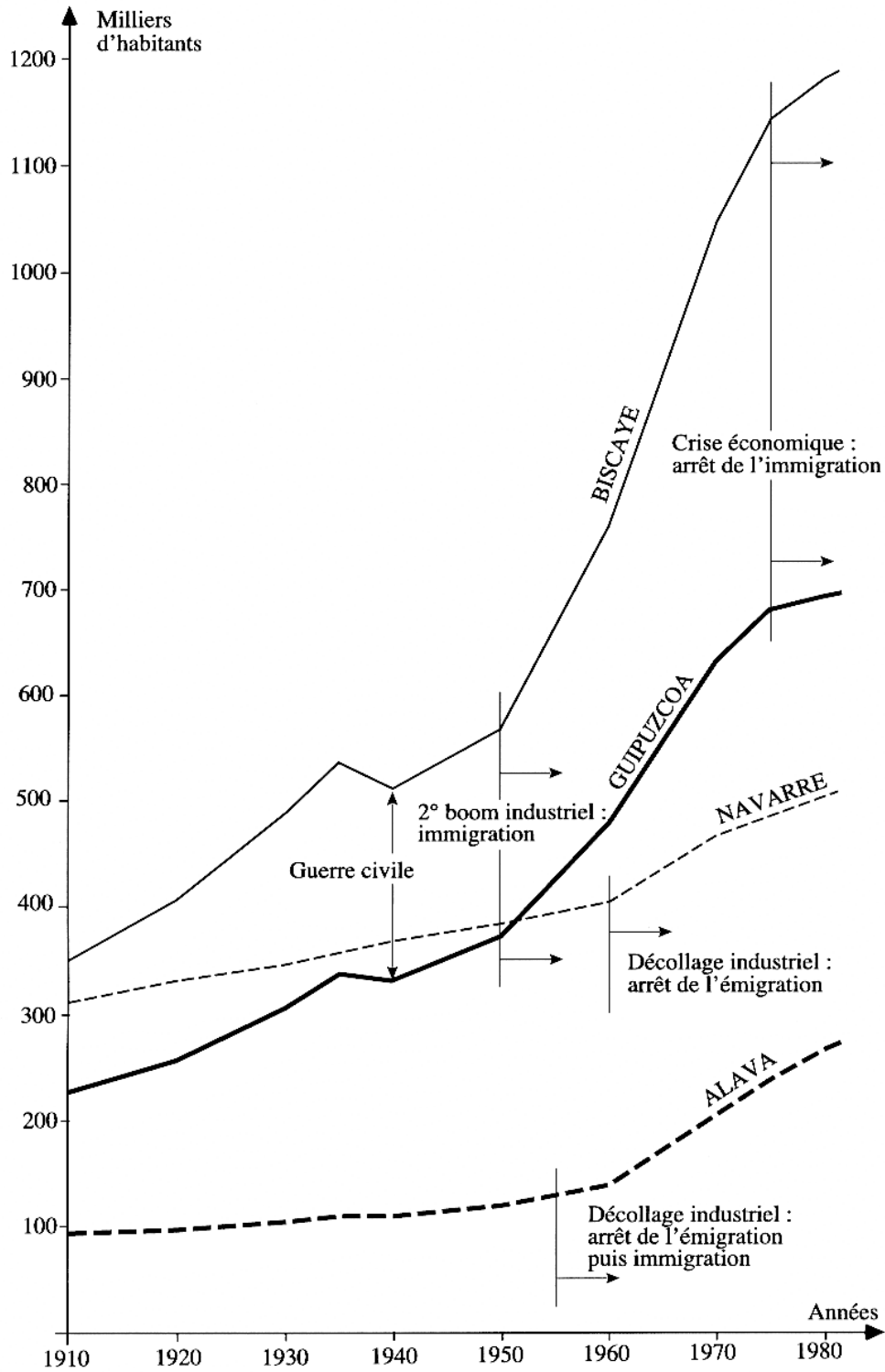
¹⁷ Pourcentage de la population vivant dans des communes de moins de 2 000 habitants.

Évolution de la population dans les provinces basques (1930-1980)¹⁸

années	Biscaye		Guipuzcoa		Alava		Navarre		Total
	pop.	dens.	pop.	dens.	pop.	dens.	pop.	dens.	pop.
1930	485 205	218	302 329	151	104 176	34	345 883	33	1 237 593
1940	511 135	229	331 753	166	112 876	36	369 618	35	1 325 382
1950	569 188	255	374 040	187	118 012	38	382 923	36	1 444 163
1960	759 383	341	478 337	239	138 934	45	402 042	38	1 778 696
1970	1 043 310	469	631 003	315	204 323	66	464 867	44	2 343 503
1975	1 140 778	512	677 366	339	234 842	76	481 967	46	2 534 953
1980	1 181 401	531	692 986	347	260 580	84	507 367	48	2 642 334

¹⁸ Source : INE, Direccion de Estadistica del Gobierno Vasco et Diputacion Foral de Navarra.

EVOLUTION DE LA POPULATION DANS LES PROVINCES BASQUES (1910-1980)



Périodes	Biscaye	Guipuzcoa	Alava	Navarre	Total
1901-10	- 2 959	6 157	- 9 203	- 25 957	- 31 962
1911-20	18 997	8 174	- 7 293	- 12 486	7 392
1921-30	18 290	12 732	- 5 210	- 21 182	4 630
1931-40	- 1 350	9 964	2 650	- 2 305	8 959
1941-50	18 988	10 568	- 3 797	- 19 833	5 926
1951-60	96 399	48 754	7 073	- 20 499	131 727
1961-65	112 235	56 263	30 890	7 564	206 952
1966-70	36 569	8 582	11 657	10 563	67 371
1971-75	31 067	12 737	26 620	- 265	70 159
1976-80	- 15 679	- 16 356	4 208	3 342	- 24 485

Évolution des soldes migratoires des provinces basques (1901-1980)¹⁹

L'ampleur de ces bouleversements démographiques, et avant tout la très importante immigration des années 1950-1970, se traduit par une arithmétique qui ne peut qu'interpeller et questionner le nationalisme basque dans sa définition de la nation basque et sa politique envers les immigrés : *à partir de la fin des années 60, les Basques « ethniquement purs » (c'est-à-dire, suivant les critères du premier nationalisme, ayant leurs quatre grands-parents basques) deviennent minoritaires en Pays Basque.* [169]

Lieu de naissance des habitants des provinces basques en 1975 :

Lieu de naissance	Biscaye	Guipúzco a	Alava	Navarre	Total	%
Dans la province	703 554	439 143	128 336	392 231	1 663 264	65,39
Dans une autre province basque	35 550	47 534	25 717	13 320	122 121	4,80
Total des natifs	739 104	486 677	154 053	405 551	1 785 385	70,19
En Espagne hors Pays Basque	403 084	182 837	81 229	75 822	743 472	29,22
Etrangers	6 637	4 235	1 115	2 963	14 950	0,59
Total immigrés	409 721	187 072	82 344	78 785	758 422	29,81

¹⁹ *Idem.*

En 1975, 30 % de la population basque est donc « 100 % immigrée »²⁰. Si on tient compte du fait que trois générations, issues de la première vague d'immigration (fin du XIX^e) ont vu le jour en Pays Basque et que les immigrés des années 1950-1970 ont eu des enfants, on peut ajouter à ces 30 % un chiffre d'environ 25 % d'immigrés « à 50 % » (c'est-à-dire nés en Pays Basque et issus de parents, grands-parents ou arrière-grands-parents immigrés). *Moins de la moitié de la population basque actuelle descend donc de celle qui peuplait le Pays Basque avant son industrialisation (1880)*²¹. [170]

Si le nationalisme basque continuait à s'enfermer dans une définition essentialiste de la nation, plus de la moitié de la population serait taxée de « *maketa* » et en conséquence rejetée de la nation basque. Durant les années 60, le premier nationalisme basque devient « arithmétiquement » indéfendable.

IV- UNE NOUVELLE GENERATION

Comme tous les enfants, ceux des générations d'après-guerre grandirent dans un milieu complexe, fait d'ambiances et de temporalités différentes : la famille, l'école, le quartier, les jeux, etc. Les mosaïques individuelles, fruits de l'assemblage de ces multiples moments vécus, sont évidemment toutes différentes : autant de motifs que d'enfants. Mais si on prend suffisamment de recul pour les comparer toutes, une constante saute aux yeux : deux couleurs dominent. L'une, sombre avec laquelle sont « coloriés » les moments difficiles, froids, liés à l'obligation et aux règles qu'il faut respecter, et l'autre, vive, faisant par contraste ressortir les moments chauds où tout

²⁰ Parmi ces immigrés, 57 % proviennent de la Castille et du Léon, 13 % de l'Extramadure, 10 % de l'Andalousie, 10 % de la Galice et 10 % du reste de l'Espagne.

²¹ Dans une étude statistique consacrée au Pays Basque, Iberplan établie en 1973 la terminologie suivante :

- Basque 100 % = né en Pays Basque et dont les deux parents sont aussi nés en Pays Basque.
- Basque 75 % = né en Pays Basque et dont un des parents est aussi nés en Pays Basque.
- Basque 50 % = né en Pays Basque et dont les deux parents sont aussi nés en dehors du Pays Basque.
- Immigré = né hors du Pays Basque et dont les deux parents sont aussi nés en dehors du Pays Basque.

En fonction de quoi, la population basque est ainsi répartie :

- Basque 100 % = 53 %
- Basque 75 % = 8 %
- Basque 50 % = 12 %
- Immigré = 27 %

semble permis. Entre elles, les traits secs et rigides des interdits et tout un dégradé de tons où se mêlent sanctions et récompenses.

Dans les milieux sociaux bien intégrés à la société globale, ces traits et tons paraissent continus : une leçon non sue, une dictée ratée, une équation non résolue se solderont à l'école par de mauvaises notes entraînant au sein de la famille les réprimandes des parents, pouvant se matérialiser par une interdiction de jeu, etc. Une sorte de continuité existe donc entre espaces institutionnels publics et espace familiale privé. Les zones d'interdits communiquent entre elles, formant un réseau stable et cohérent.

C'est précisément l'absence de cette continuité qui caractérise l'univers dans lequel grandissent les enfants basques de l'après-guerre. Alors qu'à l'école, il faut tous les jours chanter avec respect l'hymne fasciste (jusqu'en 1946 le bras tendu...), le début de sa diffusion à la radio déclenche immédiatement, au sein de la famille, le couperet d'un « on éteint cette cochonnerie ». Alors qu'à l'école, on enseigne aux petits Basques que « parler basque fait pleurer Jésus » (sic), leurs parents leur racontent comment « Jésus parle le basque ». Franco « sauveur de la Patrie et épée de Dieu » et Franco « assassin ». Prisonniers et exilés assassins et prisonniers et réfugiés héros, etc. Que la famille soit « rouge » ou « séparatiste », un même travail [171] est à l'œuvre : l'ouverture, dans l'univers de ces enfants qui auront vingt ans entre 1960 et 1970, d'une incolmatable fissure rompant les habituelles continuités et interdépendances des interdits.

Cette fissure laisse entrevoir le merveilleux pays des transgressions. Et d'entrée les enfants le font leur. Pays du jeu des écoutes, à la fois cérémoniales et magiques, de Radio Paris ou de Radio Euskadi²², pays du rire des pieds de nez dans le dos des policiers, du défoulement des féroces *chistes* (histoires drôles) sur Franco ou la *Guardia Civil*, etc. Écouter Radio Paris, c'est la fête ! S'entendre dire qu'il faut étudier la « leçon d'éducation patriotique » (sic) parce qu'on « est bien obligé mais que c'est de la merde »,

Voir Iberplan, *Situacion y perspectivas del Pais Vasco-Navarro y Rioja*, Madrid, 1973, s. Ed., p. 4775. Tenant compte qu'un bon nombre de « Basque 100 % » de cette enquête sont petits ou arrières petits enfants d'immigrés, on obtient un chiffre sensiblement égal à celui que nos avançons.

²² « Radios Londres » des Basques. Emettant depuis le territoire français, Radio Euskadi, appartenant au Gouvernement basque, sera fermée par ordre du Gouvernement français en 1954.

c'est réconfortant ! Le chaud des transgressions contre le froid des règles et de la discipline édictées par le Régime.

Certes, en fait de pays de la transgression, il vaudrait mieux parler de jardins encore individuels. Les enfants grandissent bien dans une ambiance faite de mille transgressions, mais celles-ci sont toujours furtives, secrètes, tues et ne donnent en tout cas pas lieu à une structuration des pratiques qui les soutiennent autour d'un projet et d'une stratégie commune. Provoquées par la sphère publique, ces pratiques appartiennent encore à la sphère privée.

Mais comment ne pas voir, dans les deux témoignages qui suivent, tout un symbole ? Celui de pratiques transgressives communes, bien qu'encore individuelles, des frères ennemis d'hier (socialisme et nationalisme), annonçant le long dégagement d'un espace commun de liberté²³. « Je me rappelle ce premier mai (...) je ne sais plus, enfin vers 1960 (...). Mon père me dit : tu vois ici, dans cette poche (c'était la poche intérieure de sa veste) et bien, regarde ! Il y avait une petite faucille et un petit marteau (...). Je savais que c'était interdit (...). [172] Je crois que c'est un des plus beaux cadeaux que m'ait faits mon père. »²⁴ « Ma mère nous avait cousu un petit ikurriña dans la doublure de nos manteaux (...) et mon père me dit : quand tu croiseras les flics, pense à ce que tu as, et dis-leur merde tout bas (...). (N'oublie pas de) les regarder dans les yeux. »²⁵

V- FAIRE

Ekin (« faire » en euskera) : tel est le nom que donnent quelques jeunes étudiants, les premiers représentants de cette nouvelle génération, au collectif d'étude

²³ Et celui de l'utopie qui allait marquer les vingt années à venir : la fusion du socialisme avec le nationalisme dans un même mouvement.

²⁴ I 31, 34 ans, Baracaldo, oct. 80. I 31 fait partie des 73 personnes que nous avons interrogées au cours de l'automne 1980 et durant toute l'année 1981. Dans le cas où les interviewés ont ouvertement décidé de lier leur nom à un engagement politique, leur identité sera mentionnée. Dans les autres, l'anonymat sera préservé et l'âge (et éventuellement le lieu de naissance) de l'interviewé sera spécifié, le numéro d'ordre chronologique, la date et le lieu de l'interview faisant office de repère. La plupart de ces entretiens sont conservés sous forme de cassettes magnétiques.

²⁵ I 7, 26 ans, Saint-Sébastien, sept. 80.

qu'ils créent fin 1952²⁶. Il s'agissait avant tout d'étudier l'histoire d'Euskadi et sa réalité à travers l'économie, la démographie, etc., ainsi que d'apprendre et pratiquer l'euskera. Face à l'apathie qui s'était emparée du mouvement national, face à l'agonie de l'euskera (que l'immigration massive de ces années-là rendait patente), « il fallait faire quelque chose »²⁷. Et pour ces jeunes intellectuels, briser le mur de silence et de répression qui entourait tant l'histoire nationale que l'euskera, était la meilleure chose qu'on pût faire. Pendant quelques années, le collectif, très fermé et totalement clandestin, va exclusivement se consacrer à l'étude.

Après trente ans de mobilisation nationale ininterrompue en Pays Basque, on a du mal à s'imaginer le pas que représentait alors cette démarche. Dénicher, recopier, ronéotyper, transporter, etc. des textes interdits et dont la découverte eût immédiatement signifié la prison, se réunir périodiquement, c'était vraiment « faire quelque chose ».

[173]

Mais la grande nouveauté de la démarche se situe ailleurs : il ne s'agit plus d'opposer une résistance passive au régime par des comportements individuels faits de mille petites transgressions privées, mais d'opposer une résistance active par une transgression collective.

²⁶ Ekin est en fait le nom de la « publication » (une dizaine d'exemplaires...) interne au collectif. Ce n'est que par la suite que ce collectif se désignera ainsi.

²⁷ *I 49*, Julen Madariaga (un des fondateurs et leaders d'Ekin et de la future ETA), Anglet, sept. 81.

Il n'est cependant pas question de révolutionner la pensée nationaliste. Hormis la question religieuse²⁸, les dogmes du nationalisme d'avant-guerre sont tous respectés. Ces jeunes, fils de famille appartenant à la petite et moyenne bourgeoisie nationaliste, sont tout au contraire très respectueux du Gouvernement en exil et du grand Parti Nationaliste Basque. Et c'est très naturellement à lui qu'ils s'adressent lorsque, après quelques années d'études, ils se sentent suffisamment forts pour entreprendre une action de [174] plus grande envergure, notamment l'organisation et la formation de la jeunesse basque. La réponse du PNV est on ne peut plus décevante pour eux. Il ne faut pas se précipiter, faire des bêtises, risquer sa liberté... Le mieux serait qu'ils dissolvent leur organisation et qu'ils rentrent individuellement au PNV par l'intermédiaire de son organisation de jeunes *Eusko gaztedi* (« jeunesse basque ») EGI que le vieux parti tente alors de ressusciter.

Bien que totalement échaudés, c'est effectivement ce que font les militants d'Ekin au cours de l'année 1956. Ils se sentiront cependant très vite à l'étroit en son sein. Ils ne supportent ni la censure qu'exerce le PNV sur leurs publications, ni la sclérose qu'il leur impose. Mais c'est surtout le divorce chaque fois grandissant entre les directives émanant de la direction en exil du vieux parti, et les décisions que semble

²⁸ Ekin se définit comme aconfessionnel. Comment ne pas voir dans cette position la transgression conflictuelle de l'idéologie officielle et du principal mode de légitimation de l'Etat franquiste? Conflictuelle car si l'Eglise et en particulier sa hiérarchie, est rejetée comme « courroie de transmission du pouvoir fasciste », Ekin et plus tard ETA feront toujours preuve de sympathie pour le clergé basque. C'est que celui-ci ne cache pas, malgré la répression et les directives hiérarchiques, ses sentiments nationalistes. En 1960, 339 prêtres basques dénoncent « devant les Espagnols et devant le monde entier la politique qui règne aujourd'hui en Espagne. Une politique d'omission, d'oubli quand ce n'est pas de persécution acharnée des caractéristiques ethniques, linguistiques et sociales que Dieu nous donna, à nous autres Basques » *Mensaje de los sacerdotes vascos*, 30/05/1960 (voir le contenu *in extenso* de ce texte in F. Garcia et M. Montero, *Historia contemporanea del Pais Vasco*, San Sebastian, 1980, Ed. Txertoa, pp 179-182). En 1963, 500 curés et prêtres basques font parvenir au Concile Vatican II une lettre dénonçant la répression dont souffre le peuple basque et demandant la séparation de l'Eglise et de l'Etat (voir le contenu *in extenso* de cette lettre dans Lipuzcoa, *La iglesia como problema... op. cit.*, pp 191-192). Outre le fait qu'un nombre important des militants d'ETA soient d'anciens séminaristes, le clergé participe activement au mouvement de résistance nationale, par exemple en célébrant des messes pour chaque militant d'ETA tué par la police (celles dites sur tout le territoire basque à l'occasion de la mort de Xabier Etxebarrieta, premier militant d'ETA à être tué par la police en juin 1968, constitueront la première grande manifestation de soutien à ETA), en cachant des militants pourchassés et même en intégrant directement ETA. A partir de 1966, on compte en effet de nombreux prêtres parmi les membres actifs de cette organisation. Par exemple, deux des seize accusés du célèbre procès de Burgos de 1970 étaient des prêtres (ils seront respectivement condamnés à 50 et 12 ans de prison, allant en cela rejoindre de nombreux prêtres dans la déjà très fréquentée « Résidence sacerdotale pénitentiaire » de Zamora où, dit-on, les condamnés ne parlaient plus, à partir de 1968, que basque...). Enfin, ne pas oublier qu'en 1972, 71,3 % des habitants (dont l'âge est supérieur à sept ans) des provinces basques assistait de façon

leur dicter la réalité quotidienne qui provoquera l'historique scission du mouvement national basque. Emplis de nostalgie, les militants du vieux parti n'arrivent pas à poser leur regard, encore tourné vers le passé, sur ce présent que portent les jeunes contestataires.

Très vite, EGI se scinde en deux groupes : les inféodés au PNV d'un côté et ceux qui en contestent le dirigisme anachronique de l'autre. Les hostilités éclatent début 1958, la scission définitive se produit au printemps 1959. La majorité des militants d'EGI, regroupés autour des anciens d'EKIN, rompt alors les ponts avec le PNV. Après avoir hésité entre Aberri Ta Astakatuna (Patrie et Liberté) et Euskadi Ta Astakatuna (Euskadi et Liberté), ils optent pour le second sigle le 30 juillet 1959, soit 65 ans jour pour jour après la fondation du PNV par Sabino Arana Goiri. ETA est née. [175]